

OTR-Médias
LE CONTENU DU NOUVEAU
CODE DE LA DOUANE
EXPOSÉ AUX
PROFESSIONNELS DES
MÉDIAS P.6

Le ministre Ouro Koura Agadazi, au sujet de la distinction que le Togo a reçue à Rome
« C'est vrai que c'est une fierté nationale, mais pour autant, nous sommes conscients que nous avons du travail » P.4



Le ministre Ouro Koura Agadazi

N° 443 du 10 juin 2015 / Prix: 250 Fcfa

LE MESSENGER

Hebdomadaire Togolais d'Informations Générales et de Publicités

Récépissé N° 259/21/04/HAAC
Maison de la presse, casier N° 61
Directeur de Publication
Tchaboré Bouraïma

Contact: 90 04 71 59
E-mail:
tchaboremessenger@yahoo.fr
Imprimerie: La Colombe

Pour tout renseignement, information ou conseil
contacter le centre d'appel au N° VERT
8201*
* Disponible tous les jours et heures ouvrables
OTR
FEDERER POUR BATIR
www.otr.tg



Le Premier Ministre Sélom Klassou

Politique togolaise **SELOM KLASSOU,** **POURQUOI LUI ?**

C'est le vendredi, 05 juin 2015 que le nom du premier ministre, chef du gouvernement, en la personne de Komi Selom Komi Klassou a été donné au public togolais, suite à un décret présidentiel lu sur l'antenne de la télévision nationale TVT. Il remplace ainsi, Séléagodji Aahommey-Zunu. Et comme tout choix politique, celle de Komi Selom Klassou, a fait l'objet d'appréciations diverses au sein de l'opinion publique togolaise. Aujourd'hui, certes, on ne peut estimer le nombre de togolais qui restent défavorable à ce...

P.3

GILBERT AZIACA ET LES ONGS AGAIB ET HANDICAP INTERNATIONAL OFFRENT UN BÂTIMENT POUR USP AUX POPULATIONS D'AMOUSSIMÉ

Le jeudi 4 juin 2015, a eu lieu dans la préfecture Yoto, plus précisément dans le canton d'Amoussime, l'inauguration des locaux devant servir d'une Unité de Soins Périphériques (USP). L'initiative de la construction desdits locaux vient d'un fils de la localité, Gilbert Aziaka, et appuyé par des ONGs comme AGAIB-région maritime (Agence d'Appui aux...

P.2



Coupure du ruban symbolique

Développement durable
KOFFI ANNAN APPELLE À AUGMENTER LES INVESTISSEMENTS ÉNERGÉTIQUES EN AFRIQUE P.3

Journée Internationale des Casques Bleus
LE FTSC REND HOMMAGE AUX CASQUES BLEUS ET AUX CONTINGENTS TOGOLAIS P.6

GILBERT AZIACA ET LES ONGS AGAIB ET HANDICAP INTERNATIONAL OFFRENT UN BÂTIMENT POUR USP AUX POPULATIONS D'AMOUSSIMÉ

Le jeudi 4 juin 2015, a eu lieu dans la préfecture Yoto, plus précisément dans le canton d'Amoussime, l'inauguration des locaux devant servir d'une Unité de Soins Périphériques (USP). L'initiative de la construction desdits locaux vient d'un fils de la localité, Gilbert Aziaka, et appuyé par des ONGs comme AGAIB-région maritime (Agence d'Appui aux Initiatives de Base) et Handicap International. Une cérémonie qui a vu la présence de nombreuses personnalités Administratives, religieuses, des chefs traditionnels et une foule nombreuse.

L'initiateur du projet et en même porte-parole des populations d'Amoussime, M. Aziaka Gilbert, s'est dit ému de voir un nouveau bâtiment construit pour, non seulement suppléer l'ancien devenu exigü, mais adapté aux nouvelles exigences dignes d'une unité de soins périphériques. « C'est un besoin qui se ressentait depuis que nous sommes dans ce village, nos mamans et nos femmes allaient très loin à Tabligbo pour se faire soigner ou accoucher. Au moment où nous avons trouvé ce projet, il fallait une mobilisation de la population, et c'est ce que nous avons pu faire. Nous remercions aujourd'hui AGAIB qui a accepté notre proposition de projet », a-t-il



La population d'Amoussimé



Gilbert Aziaka, le donateur

laissé entendre. Pour lui, ce jour est un grand jour pour la population d'Amoussimé, qui l'a d'ailleurs témoigné à travers sa mobilisation. A en croire l'initiateur, la construction de cette USP n'est que le début d'un vaste projet de développement du canton d'Amoussime.

Le directeur sanitaire, le Dr Lambonkale, s'est réjoui de cette œuvre et a remercié l'initiateur ainsi que les ONGs qui lui sont venus en appui. Il a promis en faire un bon usage du joyau.

Le préfet de Yoto, Toudeka Gado et le Chef Canton d'Amoussime, Togbui Akpodo Toklokpa III, ont tous d'eux remercié le donateur et les ONGs, puis émis le vœu que l'agence AGAIB-région maritime et Handicap International soient toujours de leur côté pour d'autres projets, ceci pour le développement de la



Le bâtiment abritant les locaux de l'USP

localité ainsi que de la préfecture.

Un vœu qui à en croire le coordonnateur d'AGAIB-région maritime, est possible si les projets soumis

respectent les critères d'intervention de l'agence comme ce fut le cas dans la construction de l'USP construite.

Le responsable de l'ONG

AGAIB région maritime, Agbemavi komlan Dzifanu a expliqué aux populations les procédures de sélection des projets. « Les projets émanent d'abord des communautés, pas à l'agence de prendre des initiatives. Lorsque la communauté nous apporte son projet ou ses besoins, nous on procède à l'instruction. On vient pour voir si le besoin est réel. S'il est fondé, nous répondons favorablement, et c'est ce que nous avons fait », a-t-il expliqué.

L'occasion a été pour Handicap International de sensibiliser la population du canton, surtout les femmes sur la « santé maternelle », à travers la mise en œuvre du projet, « Amélioration de la prise en charge de la santé de la mère et de l'enfant dans la région maritime au Togo », initié dans le but d'inciter les femmes à respecter le programme de consultation prénatale, ainsi que celui des consultations du nouveau-nés dans ces premiers années. Des jeux et des prestations de groupes sur la thématique ont agrémenté la cérémonie.

L'USP est composée d'un bâtiment de cinq chambres, d'un incinérateur, et d'une latrine de cinq cabines. Elle est financée à hauteur de 25 millions de F Cfa.

Charles Djade

Commerce extérieur LES TRANSITAIRES SENSIBILISÉS SUR LE BIEN-FONDÉ DU GUICHET UNIQUE

De nos jours, l'utilisation du Guichet unique pour le Commerce extérieur prend corps au port autonome de Lomé. L'objectif visé par les autorités en introduisant le système, est favoriser la facilitation et l'amélioration du climat des affaires au Togo. Ainsi, eu égard aux mouvements des transitaires observés il y a quelques jours au port autonome de Lomé, qui jugent trop dures, les dispositions imposées par le guichet unique pour l'importation des voitures d'occasion, la société en charge de l'exploitation du guichet unique, SEGUCE-Togo, a rassemblé vendredi 5 juin 2015 à Lomé, les transitaires et les responsables syndicaux des transitaires, occasion d'informer et de sensibiliser sur le fonctionnement du Guichet unique

pour le commerce extérieur en lien avec le trafic import de véhicules d'occasion.

Ce fut une rencontre d'échange et d'information sur le guichet unique du commerce extérieur en cours d'exécution.

Le Directeur Général de SEGUCE-Togo, Oliver Lederer, a situé la rencontre dans son contexte. Pour lui, elle fait suite aux mouvements des transitaires au port autonome de Lomé et surtout des remarques émises par ces derniers à propos de la généralisation du guichet Unique. Il a estimé que beaucoup de remarques ont été faites par les transitaires. « Mais certaines ne concernaient pas le Guichet unique », a-t-il précisé. Pour celle qui concerne le Guichet unique et qui est relative au règlement des frais

payés par les importateurs directement, elle a fait l'objet d'échange afin que les transitaires comprennent les contours de ce paiement. « On a pu voir les semaines précédentes au port autonome de Lomé quelques animations des transitaires notamment sur la généralisation du guichet unique au niveau des véhicules d'occasion et nous avons constaté que les transitaires non agréés ne sont pas suffisamment informés », a indiqué Olivier Lederer. C'est pourquoi, poursuit-il, « il a été décidé d'organiser une journée de sensibilisation et d'information à leur intention pour bien leur expliquer ce qu'est le guichet unique et les avantages dans le commerce des véhicules d'occasion ».

Lékézim Balouki Bernadette, ministre du commerce et de la promotion du secteur privé, a invité les transitaires et les responsables syndicaux de transitaires, à la compréhension afin de permettre au guichet unique de s'améliorer, de tenir les promesses et de réaliser les attentes qui ne sont d'autres que l'amélioration du climat des affaires au Togo.

Rappelons que la mission principale de Seguce est d'automatiser et optimiser les procédures de la communauté du commerce extérieur pour rendre compétitif l'économie togolaise et ainsi améliorer la sécurité et l'efficacité des procédures de dédouanement.

C. Djade

Politique togolaise SELOM KLASSOU, POURQUOI LUI ?

C'est le vendredi, 05 juin 2015 que le nom du premier ministre, chef du gouvernement, en la personne de Komi Selom Komi Klassou a été donné au public togolais, suite à un décret présidentiel lu sur l'antenne de la télévision nationale TVT. Il remplace ainsi, Séléagodji Aahomme-Zunu. Et comme tout choix politique, celle de Komi Selom Klassou, a fait l'objet d'appréciations diverses au sein de l'opinion publique togolaise. Aujourd'hui, certes, on ne peut estimer le nombre de togolais qui restent défavorable à ce choix, mais une chose est sûre, c'est qu'il est fait par celui que la majorité des togolais a choisi pour conduire la destinée du pays pour les 5 prochaines années. Une démarche conforme aux règles qui régissent le fonctionnement de l'Etat Togo, et qui sont contenues dans la constitution.

Que de commentaires n'ont été vus et entendus sur le choix fait par le chef de l'Etat. Et pour ceux qui critiquent ce choix, c'est une déception. Pour eux, ce choix pourrait freiner l'élan que les togolais ressentent en Faure Gnassingbé dans la conduite des affaires du pays en l'élisant le 25 avril dernier. Et c'est sans réel motif que la plupart de ceux qui critiquent disent ne pas être d'accord avec le choix. Une somme de « critiquer pour critiquer ». Et pourtant, il y en a bien de choses qui ont milité en faveur du choix de celui qui va entrer bientôt dans ses fonctions de premier ministre, chef du gouvernement togolais, Komi Selom Klassou et constituer le 14e premier ministre togolais depuis les années de l'indépendances.

D'abord, si l'on remonte dans l'histoire du Togo, le pays a toujours fonctionné sur la base de certains critères indéniables et ce depuis le



Le Premier Ministre Sélom Klassou

temps de l'arrivée au pouvoir du président Eyadéma. Parmi ceux-ci, figurent en bonne place, le critère géopolitique qui tire sa source dans la recherche du vivre ensemble (unité nationale). C'est un système sur lequel le président Eyadéma a fonctionné durant tout son règne et qui a contribué énormément dans cette recherche d'unité nationale. Aujourd'hui, c'est sur cette fibre que l'actuel chef de l'Etat, Faure Gnassingbé marche, puisqu'il est lui aussi dans l'optique de la réconciliation de tous les togolais, dont certains événements ont malheureusement contribué à diviser. D'où le système de choix de son premier ministre dans la plupart du temps dans le sud du Togo et singulièrement dans la région des

plateaux. 1er critère qui a justifié le pourquoi Komi Klassou, puisqu'étant issu de la préfecture de Haho(Notsè) et donc du sud du pays. Il y a eu des exceptions comme Edem Kodjo, Agboyibo Yaovi, mais d'une façon générale, c'est le sud qui a toujours occupé ce poste.

Par ailleurs, le pourquoi Sélom Klassou, réside dans le parcours politique de l'homme lui-même. Ministre, député, puis ayant participé à plusieurs négociations politiques de haut niveau, il a une expérience qui permette de dire qu'il connaît bien la classe politique togolaise dans son ensemble. C'est un atout sur le plan politique, même si l'on imagine que ce quinquennat de Faure Gnassingbé, sera plus

socialement mouvementé que politiquement. Justement, par rapport à la situation sociale, le tempérament qu'on connaît de Sélom Klassou est plus favorable pour parvenir à une sortie de crise sociale. Certes, il ne fera pas de miracle, mais, l'expérience a montré que le savoir parlé joue beaucoup dans des négociations tripartites (Gouvernement-Patronat-Syndicat). Ce dont ne manque pas le nouveau locataire de la primature, mais qui, d'après plusieurs observateurs a beaucoup manqué au sortant.

En tout état de cause, chacun doit comprendre que seuls les togolais devraient travailler pour le Togo et personne d'autre. Le choix de Sélom Klassou répond bien à ce vœu.

Il y a bien des exemples au Togo où l'on a critiqué des nominations estimant que c'était des « étrangers ». Aujourd'hui, critiquer la nomination de Sélom Klassou, c'est vouloir une chose et son contraire. Et puis, n'allons pas aussi vite en besogne comme certains tentent de le faire en commençant déjà par juger le nouveau premier ministre alors qu'il n'a même pas encore pris fonction. Critiquons-le plutôt à l'œuvre.

Il est vrai, qu'il sort d'une catégorie de ses militants de l'ancien parti RPT, ce que certains se servent pour dire qu'il a encore en lui les germes des pratiques anciennes, mais Sélom Klassou, c'est quelqu'un qui a su aussi concilier les anciennes pratiques à la nouvelle donne impulsée par l'actuel chef de l'Etat. Le passage à cette nouvelle donne a été pour lui très aisé. C'est ce qui a certainement forcé l'admiration de celui qui lui fait aujourd'hui confiance.

LM

Développement durable KOFFI ANNAN APPELLE À AUGMENTER LES INVESTISSEMENTS ÉNERGÉTIQUES EN AFRIQUE

L'Africa Progress Panel présidé par Koffi Annan appelle à multiplier par dix la production actuelle d'énergie afin de garantir à tous les pays africains l'accès à l'électricité d'ici 2030. Ce qui réduira la pauvreté et les inégalités, stimulerait la croissance et assurerait le leadership climatique du continent.

Les gouvernements africains, les investisseurs et les institutions financières internationales doivent augmenter de manière significative leurs investissements dans le secteur énergétique. Objectif : libérer son potentiel de superpuissance en ce qui concerne les faibles émissions

de carbone. La recommandation est consignée dans un nouveau rapport intitulé « Énergie, population, planète : saisir les opportunités énergétiques et climatiques de l'Afrique », publié par l'Africa Progress Panel de Koffi Annan. Le document appelle à multiplier par dix la production actuelle d'énergie afin de garantir à tous les Africains l'accès à l'électricité d'ici 2030. Ce qui réduirait la pauvreté et les inégalités, stimulerait la croissance et assurerait le leadership climatique qui fait crucialement défaut sur la scène internationale. « Nous rejetons catégoriquement l'idée selon laquelle le

continent doit choisir entre la croissance économique et un développement à faible émission de carbone », affirme Koffi Annan, président de l'Africa Progress Panel et ex-secrétaire général de l'ONU. L'Afrique doit utiliser tous ses atouts énergétiques à court terme, tout en construisant les fondations d'une infrastructure énergétique à faible émission de carbone et compétitive », ajoute Annan. Selon le rapport, en Afrique subsaharienne, 621 millions de personnes n'ont pas accès à l'électricité et ce nombre augmente. « Mis à part l'Afrique du Sud, qui produit à elle seule la moitié de l'électricité de toute la région,

l'Afrique subsaharienne, utilise moins d'électricité que l'Espagne. Un Tanzanien mettrait en moyenne, huit ans pour consommer autant d'électricité qu'un Américain en un mois. Une personne qui utilise sa bouilloire électrique deux fois par jour au Royaume-Uni consomme en un an cinq fois plus d'électricité qu'un Ethiopien au cours de la même année », détaillent les experts de l'Africa Progress Panel. Selon leurs calculs, la pénurie d'énergie diminue la croissance de la région de 2 à 4% par an, freinant les efforts destinés à créer des emplois et à réduire la pauvreté. Malgré une décennie de croissance, les écarts en production

d'électricité entre l'Afrique et les autres régions s'élargissent. Le Nigéria est une superpuissance exportatrice de pétrole, cependant, 95 millions de ses citoyens utilisent le bois, le charbon et la paille pour produire leur énergie. Le rapport révèle, en outre, que les ménages vivant avec moins de 2,50 dollars US par jour dépendent collectivement 10 milliards de dollars chaque année en produits énergétiques, tels que le charbon, le kérosène, les bougies et les torches.

Saïd Naoumi
Journal Marocain
« LE MATIN » du 6 au 7 juin
2015

Le ministre Ouro Koura Agadazi, au sujet de la distinction que le Togo a reçue à Rome « C'est vrai que c'est une fierté nationale, mais pour autant, nous sommes conscients que nous avons du travail »

Le Togo vient de recevoir pour la seconde fois en l'espace de 2 ans, une distinction de la part de l'Organisation des Nations Unies pour l'Alimentation (FAO), pour ses efforts en faveur de la lutte contre la faim et la sous alimentation. Un prix que le ministre de l'Agriculture de l'Élevage et de la Pêche, le Colonel Ouro Koura Agadazi, dédie au nom du chef de l'Etat, à tout le peuple togolais, tout en étant conscient que des efforts restent à faire.

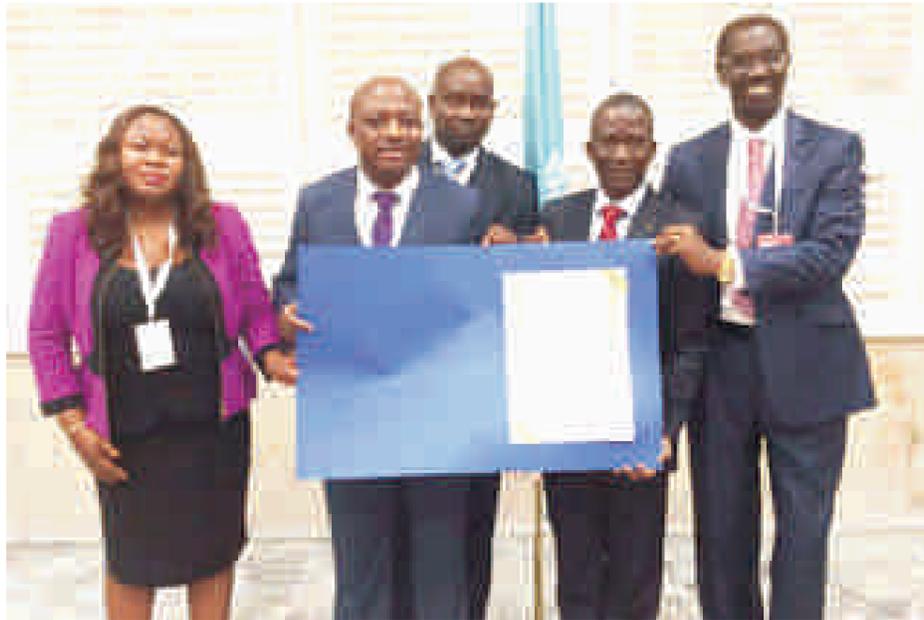
Présent à Rome lors de la 39e session ordinaire de la FAO, le ministre est revenu dans une interview qu'il nous a accordée, 24 heures avant de recevoir le prix, sur les contours de cette distinction, qu'il considère comme étant une fierté nationale. Lisez plutôt !

Bonjour monsieur le ministre

Le Ministre : Bonjour

Notre pays, le Togo va recevoir un prix de la FAO dans le cadre de la lutte contre la faim et la sous alimentation, qu'est ce que le Togo a pu faire pour mériter ce prix ?

Le ministre : Dans le cadre de la lutte contre la faim, le sommet mondial sur l'alimentation avait défini trois grands objectifs pour 129 pays en développement. Et donc sur les 129, il devait y avoir un suivi pour voir le taux d'atteinte de ces objectifs. Je voudrais rappeler que les 3 grands objectifs tournent autour de 3 points. Le tout premier point, c'est de réduire le taux de prévalence de la sous alimentation à l'horizon 2015, ça c'est le premier objectif. Le deuxième, c'est de faire fléchir ce taux de prévalence de la sous alimentation autour de 5% à l'horizon 2020. Et le tout dernier objectif, c'est de réaliser la fin zéro en 2025. C'était les 3 grands objectifs que la FAO avait défini pour 129 pays en développement. Nous sommes en 2015, et il était entendu qu'on devait faire une évaluation par rapport à cet objectif, du moins ce premier objectif. Je voudrais rappeler que le premier objectif, c'est ce qu'on appelle la cible 1 des OMD. Donc par rapport à ce sommet, il a été question de relever sur l'ensemble des 129 pays engagés, ceux-là qui ont fourni des efforts considérables pour atteindre la première cible, c'est-à-dire la cible N°1 qui consiste à réaliser ou à réduire de moitié le taux de prévalence de la sous alimentation. Et sur les 129, 72 ont été retenus. Mais ce qui est intéressant pour le Togo, nous avons fait des pas de géant dans ce premier objectif, puisque déjà en 2013, le Togo avait atteint la cible n°1 avant terme. Il était entendu que c'est en 2015, l'évaluation devait être faite, mais déjà en 2013, de part les indicateurs que la FAO a mis en place pour évaluer le progrès, le Togo avait déjà été identifié comme étant un pays qui a fait de grandes avancées, et ça pour reprendre les termes du



La délégation togolaise avec le prix reçu à Rome

directeur général de la FAO. Il disait que le Togo a fait des efforts remarquables, spectaculaires. Et c'est ce qui a valu la distinction qui a été remise au chef de l'Etat en juin 2013. Curieusement, la FAO n'a pas voulu s'arrêter là pour se réjouir de tout ce qui a été fait, puisqu'il y a aussi le deuxième objectif qui est attendu à l'horizon 2020. Et il se trouve que par rapport à ce deuxième objectif, sur les 72 pays, certains ont déjà réalisé l'objectif 2, et d'autres sont en passe d'atteindre cet objectif avant même 2020. Donc quand vous prenez la catégorie ou la classe des pays ayant déjà atteint l'objectif 2, il y en a 29, et ceux qui sont en passe d'atteindre cet objectif avant 2020, il y a 8. Sur les 8, il y a le Togo. Je vais me permettre de citer les 8. Il y a déjà l'Afrique du Sud, l'Algérie, l'Indonésie, les Iles Maldives, le Panama, le Togo, la Tunisie et Trinite Tobago. Donc les huit pays feront l'objet de remise d'une distinction cet après-midi pour apprécier et encourager les efforts qui ont été faits dans ces pays. C'est les raisons pour lesquelles, nous sommes arrivés à Rome pour recevoir au nom du chef de l'Etat, la distinction qui lui sera remise demain après-midi.

Est-ce qu'il y a un accent particulier pour pouvoir participer à ce sommet, est-ce qu'il y a des projets qui retenu l'attention de la FAO et qui y ont contribué ?

Le ministre : Ce que je voudrais dire, du moins ajouter, j'ai parlé d'un certain nombre d'indicateurs qui sont évalués au niveau de la FAO sur la base des activités menées. Et sur les activités, le Togo a engagé de façon courageuse une nouvelle politique agricole basée sur la gestion du programme national d'investissement agricole et de sécurité alimentaire. Donc, 3 ans après le lancement de ce vaste programme, nous avons des résultats qui sont salués au niveau national, mais aussi au niveau international,

parce que nous avons atteint une croissance au niveau du secteur de l'ordre de 6% ou bien autour de 6%. Mais ce qui est intéressant, c'est que, cette croissance s'est faite sur la base d'une nette amélioration de la productivité et d'un accroissement des revenus des producteurs. A cet accroissement, il faut quand même dire que des actions ont été menées pour soutenir les prix à la production avec les collectes des céréales. Les collectes qui se font sur la base des comptes d'exploitation. Et donc, cela a amélioré considérablement les revenus des producteurs. A cela, il faudrait aussi ajouter, une bonne politique de protection sociale, basée sur la mise en place des cantines scolaires et le programme de transfert monétaire. Nous sommes confiants que nous allons avant 2020, atteindre le deuxième objectif, pourquoi pas même réaliser la faim zéro, puisque d'autres instruments sont venus greffés et qui renforcent d'ailleurs toute le dynamisme qui a été insufflé, je voudrais faire allusion à la finance inclusive avec le tout dernier né du secteur, les crédits destinés au monde rural, agrisef. Donc avec ces instruments, les producteurs pourront disposer de crédits pour se lancer véritablement dans la production, pour améliorer leur cadre de vie, créer de la richesse et même des emplois, puisque derrière, nous avons le projet national d'entrepreneuriat rural. Ce projet a été lancé, il va rentrer dans sa phase active dans les jours à venir. Ce projet consacre 19, 5 milliards au secteur agricole. Donc c'est vous dire que le Togo sous la houlette du Chef de l'Etat, est déterminé à engager tous les instruments pour arriver en 2025 à une fin zéro sur le territoire national.

Monsieur le ministre, si on disait de dédier ce prix à quelqu'un, à qui le dédierez-vous ?

Le ministre : Je voudrais avec la permission du chef de l'Etat dédier ce prix aux acteurs du monde rural. Les

paysans, les producteurs, ceux qui ont de petites exploitations familiales, mais aussi toutes les structures d'appui qui accompagnent inlassablement les paysans pour soutenir la croissance que nous avons relevée depuis un certain nombre d'années. Mais en même temps, aussi, mes bonnes idées vont à l'endroit des femmes commerçantes qui se battent pour créer un espace de prospérité au sein de leur corporation, mais en même temps qui ont le souci d'améliorer le train de vie des paysans. Ça c'est au niveau bas. Un peu plus haut, je voudrais encourager et dédier ce prix au nom du chef de l'Etat, aux promoteurs du secteur privé, je dirai même à toutes les structures qui relèvent du secteur privée, qui viennent de faire leur entrée au niveau de notre secteur agricole avec l'implantation des industries agro alimentaires. Donc je dirai que c'est le prix qui est finalement dédié à toutes les populations togolaises, en intégrant aussi les consommateurs qui jouent un rôle important. C'est vrai que c'est une fierté nationale, mais pour autant nous sommes conscients que nous avons du travail. Nous devons entretenir cette ambiance qui a été montée au niveau de notre département, bien plus au niveau du secteur agricole pour capitaliser ce qui a été fait et nous propulser vers l'avenir, un avenir meilleur qui puisse garantir un espace de prospérité, non seulement aux producteurs, aux commerçants, à toutes les couches sociales, mais avec comme souci phare de renforcer l'économie nationale.

Monsieur le ministre, vous venez de ramener un prix pour Togo, est ce que vous ne pensez pas que tout cela risque d'être assez précaire, étant donné que notre agriculture est tributaire de la pluie. Supposons que dans les 2 prochaines années, il ne pleut pas, est ce que vous ne pensez pas qu'on risque de revenir à la case départ et de nous faire dépasser par d'autres pays ?

Le ministre : Nous sommes fiers des résultats, mais en même temps, nous sommes conscients que ces résultats sont fragiles, dès lors qu'on n'aura pas encore maîtrisé l'eau. C'est pourquoi le chef de l'Etat a donné des instructions au gouvernement togolais pour que soit lancée une commande du matériel agricole. On a déjà réceptionné les 172 tracteurs. Nous attendons du gros matériel qui vont nous permettre de monter des infrastructures de retenue d'eau. Les inquiétudes que vous éprouvées sont les mêmes à notre niveau. Nous les partageons même. Mais d'ici deux ans, le Togo va progressivement maîtriser l'eau de manière à ce que l'agriculture ne soit plus tributaire de dame nature.

Propos recueillis par Tchaboré Bouraïma depuis Rome(Italie)

Lu sur le net !

Préserver l'amour
**La formule pour préserver
le désir en couple !**



La vie à deux en perpétuelle évolution

Mais le désir et l'amour, ce ne sont pas que des réactions purement hormonales ou instinctives. C'est aussi une construction cérébrale complexe : "L'amour est un jeu entre deux cerveaux impliquant de nombreux cycles d'interrogation et d'approbation à plusieurs niveaux" explique Lucy Vincent.

Chacun des deux partenaires traverse la vie en évoluant, et donc en changeant, sans cesser pour autant d'être en "partenariat amoureux" avec le cerveau de l'autre. Un partenariat qui parfois est déphasé, avec à la clé ce qu'on appelle des "coupures du cycle d'interrogation". Concrètement, le partenaire ne renvoie plus les réponses qu'on attend... Et la crise menace. Il faut savoir que c'est un jeu qui ne se termine jamais, impliquant si on tient à garder son jules au chaud, un renouvellement constant des divers points d'attachement.

Créer des rituels amoureux

Pour entretenir ou relancer le désir dans le couple, "il faut s'installer de façon positive dans le cerveau de son partenaire et renouveler les fameux points d'attachement" propose Lucy Vincent. On ne peut pas empêcher le temps de passer. En revanche, on peut aménager sa vie différemment pour se consacrer davantage à l'autre. La clé ? Créer des rituels amoureux, sources de plaisir pour relancer le processus du lien et sortir du quotidien. Les animaux le font dans leur parade de séduction.

Un temps de retrouvailles en amoureux peut se faire autour d'un repas avec ses mets préférés, un vêtement qu'il (elle) adore, un cadeau qui a du sens. Mise également sur les indices sensoriels (une ambiance sonore agréable, des bougies) pour recréer une image positive entre nos deux cerveaux.

Libérer l'ocytocine

Vous pouvez jouer sur l'activité des neurotransmetteurs du cerveau, à votre avantage, cette fois. Les chercheurs ont mis en évidence qu'évoquer des souvenirs heureux va stimuler à nouveau les zones de plaisirs liées à une mémoire positive, et s'accompagner d'une libération d'ocytocines... Amusez-vous lors d'une soirée intime à sortir des photos, et titillez sa mémoire, un outil séduction bien plus efficace que n'importe quelle guépière (l'un n'exclut pas l'autre). Lancez la conversation qui donnera l'occasion de reparler de vos moments heureux : un voyage, un dîner particulier, un souvenir relié à un vêtement, des ébats dans un lieu précis... Objectif : doper l'autre en ocytocine pour le faire repasser en mode "bonheur".

Suivez la biologie de l'amour, et votre couple est reparti pour longtemps...

Catherine Maillard

T des médias LES JOURNALISTES ET ANIMATEURS EN POSTURE DE MANNEQUIN ONT DÉFILÉ

Les rideaux de la quatrième édition du T des médias sont tombés le samedi mai 2015 à Lomé par un grand défilé de mode des journalistes animateurs de télé, radio, presse écrite et presse en ligne. Ceux-ci en laissant micro, enregistreur, plume, et autres étaient en posture de mannequin au cours d'une soirée riche en couleur. Une initiative de DBD Com and Partners qui s'inscrit dans le cadre des activités marquant la célébration de la Journée internationale de la liberté de presse. Une initiative qui met aussi en exergue les talents des journalistes togolais sur un podium de défilé de mode.

Pour le manager du T des médias, David Baini, c'est une soirée réussie. « Nous avons proposé une très belle soirée qui a pris en considération tous les paramètres pour permettre au public et à l'assistance de savourer », estime le promoteur du T des médias.

Le public qui a répondu massivement au rendez-vous, s'est également réjoui.

« le T des médias est pour l'heure le grand et le seul événement qui réunit tant de journalistes et de spectateurs ». Et pour cette édition, plus de 800 spectateurs ont répondu au rendez-vous

« Je suis très content plus que content, car



l'événement nous a permis de connaître certaines personnes que nous regardons de loin à la télé et d'autres dont nous écoutons les voix sur les ondes, je suis content, je serai là pour la prochaine édition », a déclaré Josiane, une spectatrice.

Cette année, l'événement a été placée sous le thème, « les médias pour un environnement sain ». Voilà pourquoi, l'ambassadeur Vlisco 2014 a été associé à l'événement et des matériaux confectionnés à base des sachets de pure-water recyclés comme des sacs, des parapluies, des gilets ont servi également aux journalistes au cours du défilé, histoire de sensibiliser la masse sur les qualités de ces sachets jetés un peu partout et qui polluent l'environnement.

Charles Djade

TOTAL-TOGO A RÉCOMPENSÉ LE MEILLEUR CHAUFFEUR DE L'ANNÉE ET ENCOURAGÉ DES ÉCOLES DANS LA SENSIBILISATION À LA SÉCURITÉ ROUTIÈRE

La cérémonie récompensant le meilleur chauffeur total de l'année 2014-2015 a été organisée à la direction générale de la société « Total » au Togo, le vendredi 5 juin 2015. Pour cette seconde édition, c'est le chauffeur Amadou Assimiou du Parc Zazi qui a été retenu comme meilleur chauffeur de l'année. Il a reçu des mains des responsables de la société « Total » Outre le prix, une moto neuve. Cette année, neuf établissements scolaires de Lomé ont bénéficié de cubes Sécurité routière pour leur implication dans la sensibilisation sur la sécurité routière.

« Les transporteurs, ce sont de véritables partenaires pour Total. On travaille sur le continent depuis de nombreuses années. On transporte des millions de tonnes d'un produit qui est dangereux et on tient à transporter ces tonnes dans de meilleures conditions de sécurité. Donc travailler avec des partenaires, c'est très important. Régulièrement on travaille avec eux autour des



conventions que nous organisons tous les deux ans sur le continent africain. Les transporteurs, on leur confie la chose la plus importante qu'on a, c'est-à-dire notre marque, la marque qu'on a sur nos camions, et quant on confie quelque chose d'important à un partenaire, il faut s'assurer que cela se fasse dans de meilleures conditions possibles », a indiqué le directeur Afrique de l'Ouest du Groupe Total, Thibault de Langlais.

Sur les kits offerts aux neuf écoles de la capitale pour accentuer la formation des

élèves à la sécurité routière, M. Thibault de Langlais a précisé que cela va dans le sens d'accompagner l'Etat dans sa lutte pour une meilleure sécurité sur les routes togolaises.

Abdel Nandiolo, Directeur général de Total Togo, a par ailleurs invité les responsables des neuf écoles sélectionnées à une meilleure utilisation et formation des élèves, car a-t-il estimé, « c'est de ces enfants que seront issus leurs futurs partenaires et futurs clients ».

Charles

Journée Internationale des Casques Bleus LE FTSC REND HOMMAGE AUX CASQUES BLEUS ET AUX CONTINGENTS TOGOLAIS

Le Forum Togolais de la Société Civile pour le développement (FTSC) a organisé vendredi 30 mai à Lomé dans le cadre de la célébration de la journée internationale des casques Bleus une conférence-débat autour du thème, « opérations de maintien de paix dans le monde, quelles contributions des contingents militaires dans des pays membres des Nations unies ». Objectif, honorer la mémoire des casques bleus de l'ONU qui ont perdu la vie au service de la cause de la paix. Il était également question de rendre hommage à tous ceux qui ont servi et continuent de servir dans les opérations de maintien de la paix de l'ONU, puis louer leur professionnalisme, leur



dévouement et leur courage.

Pour le président du conseil d'administration du FTSC, Aladjou T. Agouda, la célébration de la journée internationale des casques Bleus doit être un moment

pour le monde entier de saluer le dévouement et l'abnégation des casques Bleus qui risquent de leur vie pour la paix dans le monde. c'est pourquoi, à cette occasion, le FTSC rend un hommage mérité à tous

les casques bleus du monde et surtout aux contingents togolais pour leur sens de professionnalisme et leur sens du devoir dont ils ne cessent de faire preuve au cours des différentes missions de maintien de la

paix à travers le monde.

En 2014, c'est au total 126 casques bleus qui ont perdu de leur vie dans l'exercice de leur métier, dont cinq togolais, à savoir Nikabou Azal Djato, Tchinn Gbandi, Makdjene Tchissi, Pina Alai et Koffi Bahayi. Ces derniers ont été décorés aux Nations Unies à titre posthume de la Médaille Dg Hammarskjold. Le FTSC est une organisation de la société civile, créée le 26 avril 2013. Il s'est fixé pour objectifs, la promotion de la culture de paix, la promotion de l'éducation, la formation civique et morale de la population, la gestion des problématiques du genre, de la promotion de la femme et de la protection de l'enfance, etc...

Charles

OTR-Médias

LE CONTENU DU NOUVEAU CODE DE LA DOUANE EXPOSÉ AUX PROFESSIONNELS DES MÉDIAS

Après sa promulgation le 28 avril 2014, le nouveau Code de la douane togolaise est en sa phase de vulgarisation. Et pour atteindre la population ainsi que les opérateurs économiques, l'Office Togolais des Recettes (OTR), a organisé à l'intention des professionnels de médias, une journée de sensibilisation, le vendredi 30 mai 2015, à son siège à Lomé.

Composé de 371 articles contre 314 pour l'ancien, le nouveau code de la douane togolaise a vu introduire dans ses lignes, des grandes innovations qui prennent en compte les exigences des usagers. Notamment, la création de deux commissions sensées régler des litiges entre l'administration douanière et les usagers. Il s'agit de la Commission administrative de règlement des litiges douaniers et la commission nationale de conciliation et d'expertise douanière. D'autres points ont été introduits également



Sotodji Ablam, directeur des études et de la législation à l'OTR

introduits. Notamment, la transparence et la prévisibilité, la modernisation de l'action de l'administration et enfin la facilitation et meilleures prises en

compte des droits des usagers.

« Le commerce international évolue et il faut que nos textes également évoluent dans ce sens. C'est ce qui nous a motivé à

modifier l'ancien code pour l'adapter à l'évolution du commerce » a déclaré directeur des études et de la législation à l'OTR, Sotodji Ablam.

Les objectifs poursuivis est d'avoir un code transparent, un code qui prend en compte les exigences des usagers qui prônent la passivité.

Ce nouveau code réglementera le fonctionnement de l'administration douanière au Togo. Il a été élaboré d'une manière très inclusive tout en s'inspirant du contenu d'autres codes comme celui du Sénégal, de l'Union Européenne, de l'UEMOA, des exigences de l'Organisation Mondiale des Douanes, du protocole d'accord de Kyosto révisé etc.,.....

C'est un code consensuel, moderne et transparent, d'après l'OTR.

Il est téléchargeable sur le site de l'Office Togolaise des recettes, OTR (www.otr.tg)

Charles

Coalition des frustrés pour la présidentielle de 2017: la réalité politique à l'épreuve

MODOU DIAGNE FADA A INVITÉ L'OPPOSITION SÉNÉGALAISE À UNE CANDIDATURE UNIQUE

Le président du groupe parlementaire des libéraux et démocrates, Modou Diagne Fada, a invité l'opposition sénégalaise à une candidature unique pour bouter hors du pouvoir l'actuel Président en exercice, Macky Sall, en 2017. Dans son invite, le président du conseil départemental de Kébémér a cité des départements comme Kébémér, Ziguinchor, Bambey, Guédiawaye et Dakar. Dans toutes ces localités, les leaders incontestés ont soit une dent contre le Président Macky Sall et son gouvernement, soit sont confrontés à une guerre de positionnement au sein de leur formation politique. Cependant, force est de constater que les obédiences et idéologies de ces potentiels adversaires de Macky ne sont pas forcément les mêmes. Ce qui met à l'épreuve la réalité politique à l'orée 2017.

La nouvelle configuration politique, au sortir de la dernière élection locale, fait ressortir du lot des figures qui s'imposent en véritables opposants au régime actuel. De Idrissa Seck (Rewmi) à Malick Gackou (Grand parti), en passant par Khalifa Sall (Ps), Aissata Tall Sall (Ps), Abdoulaye Baldé (Ucs), Modou Diagne (Pds) ou encore Aida Mbodj (Pds), pour ne citer que ceux là, tous ont une raison pour combattre Macky Sall et son gouvernement. Ces potentiels adversaires de Macky ont tous un dénominateur commun : ils sont vainqueurs de l'élection locale dernière.



Modou Diagne Fada

Cela, explique-t-il cette volonté manifeste de certains leaders de se rapprocher pour une candidature unique en 2017 ?

En tout cas, force est de constater que certains leaders ont entrepris des manœuvres de rapprochement qui ne disent pas leur nom. En effet, Khalifa Ababacar Sall, qui conserve jalousement la ville de Dakar et Malick Gackou, président du nouveau parti "Grand parti", leader politique à Guédiawaye, se sont rencontrés le 24 février dernier. Même si rien n'a filtré de leur entretien, il n'en demeure pas moins que cette entrevue augure d'une alliance. Cela, d'autant plus qu'on est presque sûr que, ces deux jeunes hommes politiques,

qui drainent du monde derrière eux, sont de potentiels sérieux adversaires de Macky Sall à la présidentielle de 2017.

De l'autre côté, il convient de rappeler aussi que l'ancien premier ministre de Wade, Idrissa Seck et l'actuel maire de Ziguinchor, Abdoulaye Baldé n'ont pas caché leur admiration réciproque. En effet, l'édile de la capitale du Sud a été aux côtés d'Idrissa Seck lors de son investiture à la tête du Conseil départemental de Thiès. Mieux, l'ancien maire de la Cité du rail a fustigé les poursuites intentées contre l'ancien ministre de l'Industrie et des Mines par la Crei.

A son avis, ces poursuites «ne reposent sur rien». La rencontre entre le maire de Ziguinchor et le leader de

Rewmi a été précédée par le déplacement de M. Seck à Podor lors de la campagne électorale pour soutenir la socialiste Aissata Tall Sall, qui faisait face à une grande coalition proche du pouvoir et dirigée par Mamadou Racine Sy. Tous les 3 précités ne cachent pas également leur « admiration » à l'endroit de Khalifa Sall qui a battu haut la main la coalition au pouvoir à Dakar. Des retrouvailles entre ces différents leaders politiques, sans oublier les frondeurs du Parti démocratique sénégalais (Pds), Modou Diagne Fada, indéboulonnable à Darou MOUTHY, et Aida Mbodj, la patronne de Bambey, qui risquent de faire mal à l'actuel régime.

Au préalable, il faudrait tout de même résoudre la grande énigme qui entoure

un tel rapprochement, à savoir la personne qui sera candidate, d'autant plus que des ambitions présidentielles sont prêtées à certains d'entre eux (Khalifa, Idy, Baldé, entre autres). Mieux, les socialistes n'accepteront jamais de se ranger derrière le maire de Thiès. Une élection présidentielle sans un candidat du PS (Parti Socialiste) semble impossible, du moins à en croire les "Verts de Colobane". Si cette question est élaguée, ce leader désigné parmi ces ténors, aura certainement la chance de mieux faire face à Macky Sall en 2017.

Il ne faut pas occulter aussi leur divergence au plan idéologique. En effet, Aissata Tall Sall et Khalifa Sall se réclament de la social-démocratie au moment où Idrissa Seck, Abdoulaye Baldé, Aida Mbodj, Diagne Fada revendiquent leur appartenance à la famille libérale. Quant à Malick Gackou, le Grand parti est d'obédience socio-libérale. Un regroupement entre ces ténors serait une alliance contre-nature, vue sous cet angle.

En tout état de cause, l'on est porté à dire, sans risque de se tromper, que la réalité politique sera très déterminante lors de ces prochaines élections, et que les dès sont jetés pour l'opposition prompte à batailler rude pour le fauteuil présidentiel en 2017.

Jean Michel DIATTA

Burundi

LA CANDIDATURE DE PIERRE NKURUNZIZA À UN NOUVEAU MANDAT EST "NON NÉGOCIABLE"



Le président burundais Pierre Nkurunziza

La candidature du président burundais Pierre Nkurunziza à un troisième mandat, contestée depuis fin avril par la rue à Bujumbura, est "non négociable", a souligné mardi le porte-parole et

secrétaire général du gouvernement burundais, Philippe Nzobonariba.

M. Nzobonariba a par ailleurs affirmé qu'une fois formellement adopté, le calendrier proposé lundi

soir par la Commission électorale (Céni) reportant à nouveau les élections législatives et présidentielle, serait le dernier, et qu'il n'y aurait pas d'"énième report" des scrutins.

PUB

GOLD & DIAMOND HOTEL

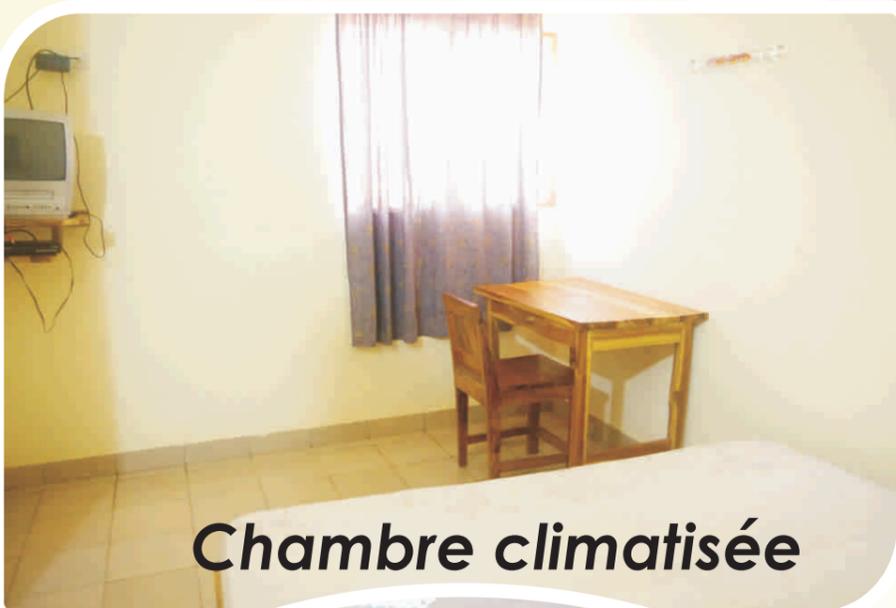
CHAMBRES CLIMATISEES - SALLE DE CONFERENCES
RESTAURANT



La Réception



Le couloir



Chambre climatisée



Chambre climatisée



Salle de conférence



+228 92 56 56 06

+228 97 54 66 66

Ahépe-Akpossa à 12 Km à l'Ouest de Tabligbo

E-mail: golddiamond.ahepeotel@yahoo.fr